

La Cour Pénale Internationale

Si la guerre a été et demeure le théâtre des exactions les plus graves et de la commission des crimes les plus odieux, une paix durable ne peut être conclue et consolidée que si les auteurs de ces crimes -du dirigeant gouvernemental au simple exécutant- sont susceptibles d'être conduits à rendre compte devant la justice de leurs méfaits. Cette justice présente alors une double vertu : celle de la sanction exemplaire de crimes particulièrement odieux, celle de la dissuasion, destinée à prévenir le retour de telles tragédies. Elle sous-tend la création de la Cour Pénale Internationale.

De Nuremberg à la CPI

En 1948, suite à la création de la Cour de Nuremberg et celle de Tokyo, après la 2ème guerre mondiale, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu pour la première fois la nécessité de créer une cour internationale permanente afin de poursuivre les innombrables souffrances comme le génocide, le nettoyage ethnique et l'esclavage sexuel...

Suite aux événements au Rwanda et en Ex-Yougoslavie, le Conseil de sécurité des Nations Unies a répondu par la création de deux tribunaux criminels internationaux spécialisés dans l'espoir de traduire en justice les auteurs des crimes.

Enfin, le 17 juillet 1998, à l'issue d'une conférence organisée par les Nations unies à **Rome**, le statut d'une Cour pénale internationale permanente a été adopté. 120 Etats ont voté pour, 7 contre et 21 se sont abstenus. Le seuil des 60 ratifications, condition juridique nécessaire à la mise en place de la Cour pénale internationale, a été franchi à peine quatre ans plus tard. **Le traité est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002.**

Fonctionnement

- Compétence -

La Cour ne sera compétente pour les crimes définis par son statut que **pour autant qu'ils auront été commis après l'entrée en vigueur de la Convention de Rome**. L'article 5 du statut définit les quatre catégories de crimes relevant de la compétence de la Cour, entendus comme " *les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale* " : **le crime de génocide, le crime contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression** ; ce dernier reste à définir. Le terrorisme et le trafic de drogue ne font pas, pour le moment, partie des compétences de la Cour.

La Cour pénale internationale peut être saisie par un Etat partie, par le procureur de la Cour pénale internationale (cette saisine est soumise à l'autorisation de la chambre préliminaire) ou par le Conseil de sécurité des Nations Unies agissant dans le cadre du chapitre VII de la Charte. Dans les deux premières hypothèses, la compétence de la Cour ne peut s'exercer que si l'un des deux Etats suivants est partie au présent Statut :

- l'Etat où le crime ou le comportement en cause s'est produit,
- ou l'Etat dont l'accusé est ressortissant.

Dans la troisième hypothèse (saisine par le Conseil de sécurité), ces règles limitatives de compétence ne sont pas pertinentes. Ainsi, saisie par le Conseil de sécurité, la Cour pénale internationale peut agir contre l'auteur d'un crime ressortissant d'un pays non partie, même si ce crime a été commis sur le territoire d'un pays également non partie.

- Principe de complémentarité -

Le statut de la Cour, dans son préambule comme dans son dispositif, précise qu'il relève de la compétence judiciaire de chaque Etat de poursuivre et de juger les auteurs des crimes relevant des compétences de la Cour. Ce n'est qu'à défaut de l'exercice, par les Etats, de cette obligation, que la Cour pourrait exercer sa compétence et entreprendre elle-même les poursuites. Le défaut d'exercice, par un Etat partie, de cette obligation judiciaire peut avoir deux origines : l'impossibilité matérielle pour un système judiciaire détruit de procéder aux enquêtes et aux jugements ou la mauvaise volonté évidente d'un Etat désireux en fait de ne pas poursuivre les auteurs des crimes les plus graves résidant sur son territoire. **La CPI sera donc un organe complémentaire des juridictions nationales** (à la différence des TPIY et TPIR qui sont régis par un principe de primauté sur les tribunaux nationaux).

- Les organes de la cour -

La Cour pénale internationale qui **siégera à La Haye** comprendra quatre organes distincts : la **Présidence**, les **sections de jugement** qui seront au nombre de trois : la Section des appels, la Section de

première instance et la Section préliminaire ; le **Bureau du procureur**, le **Greffier**. Elle sera composée de **18 juges, élus pour neuf ans** par l'Assemblée des Etats parties.

La présidence est composée de trois magistrats : le Président, le Premier et le Second vice-président. Tous trois sont élus pour trois ans et rééligibles une fois. La présidence ainsi composée est chargée des fonctions que lui confère le statut et de la bonne administration de la Cour, à l'exception du Bureau du procureur.

La Section de **première instance** et la Section **préliminaire** sont chacune composées de six juges au moins ; la Section des **appels** est composée du Président et de quatre autres juges. Au sein de chaque section, des chambres permettront d'exercer les fonctions judiciaires de la Cour.

Le Bureau du procureur, présenté comme un organe distinct de la Cour et agissant indépendamment, le Bureau du procureur est chargé de recevoir les communications et tout renseignement concernant les crimes relevant de la compétence de la Cour, de les examiner, de conduire les enquêtes et de soutenir l'accusation devant la Cour. Le Bureau est dirigé par le procureur, élu au scrutin secret par l'Assemblée des Etats parties à la majorité absolue de ses membres. Il comprend un ou plusieurs procureurs-adjoints élus comme le procureur sur une liste présentée par celui-ci.

Comparaison entre les Tribunaux pénaux internationaux (pour l'ex-Yougoslavie ou le Rwanda), la Cour Internationale de Justice et la Cour Pénale Internationale

A la différence de la Cour Internationale de Justice (CIJ), qui ne peut connaître que des différends opposant des Etats, la CPI est compétente pour juger les individus, indépendamment de leur qualité officielle et hiérarchique. De même, à la différence des Tribunaux Pénaux Internationaux pour l'Ex-Yougoslavie et pour le Rwanda (respectivement TPIY et TPIR) créés par le Conseil de Sécurité de l'ONU, la compétence de la CPI n'a pas de limite spatiale ou temporelle. C'est ce qui différencie surtout les tribunaux spéciaux de la Cour pénale internationale : le **caractère ponctuel, circonstanciel, voire " sélectif "**, des premiers, s'oppose à l'objectif de la seconde qui est de **juger les crimes indépendamment du contexte politique, militaire ou géostratégique** de l'environnement dans lequel ils ont été commis. Les TPI avaient une compétence rétroactive, ils jugeaient des crimes commis avant qu'il aient été instaurés par le Conseil de Sécurité, la CPI ne jugera que les crimes commis après le 1^{er} juillet 2002, date de l'entrée en vigueur du traité l'instituant.

Les deux TPI ont été **créés par voie résolutoire par le Conseil de sécurité**, sur la base du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. De par leur mode de création, ils sont des organes subsidiaires de l'ONU. Pour la CPI, la **voie conventionnelle** qui se fonde sur la souveraineté des Etats a été choisie. La convention de Rome ne liera que les Etats qui y auront souscrits ; elle n'est pas l'émanation directe du Conseil de sécurité.

Le « problème » américain

Sept Etats ont voté, le 17 juillet 1998, contre la convention portant Statut de la Cour pénale internationale. Parmi eux figurent la Chine et d'autres Etats majeurs qui, comme l'Inde ou Israël, connaissent des conflits ou des risques de conflits avec leurs voisins, s'y sont opposés. Les Etats-Unis l'avaient signé, puis ont retiré leur signature

L'une des principales causes du refus des Etats-Unis provient de la compétence reconnue à la Cour sur la base de critères alternatifs : soit l'auteur du crime a la nationalité d'un Etat partie, soit le territoire de commission du crime est celui d'un Etat partie. Cette formule permettrait en effet à la Cour d'exercer sa compétence à l'égard d'un soldat américain qui aurait, par exemple, commis un crime de guerre sur le territoire d'un Etat Partie. Cette disposition est, par principe, jugée inacceptable par les Etats-Unis qui refusent traditionnellement l'hypothèse du jugement d'un citoyen américain par un tribunal autre qu'américain, fut-il une Cour internationale.

Depuis les Etats-Unis essaient de conclure avec le maximum de pays un accord bi-latéral de non – extradition des citoyens vers la CPI ou vers un Etat tiers qui pourrait les livrer à la CPI. Les américains s'appuient sur l'article 98 du traité qui prévoit que la Cour ne peut exiger d'un Etat un transfert « qui contraindrait l'Etat requis à agir de façon incompatible avec les obligations qui lui incombent en vertu d'accords internationaux [...] ». Cet article a été introduit dans le statut pour répondre à la crainte que le traité n'entre en contradiction avec des obligations internationales préexistantes. L'interprétation américaine de l'article 98 est manifestement abusive. Néanmoins, à ce jour, quatre pays ont accédé officiellement à leur demande et à la réunion des ministres européens des Affaires Etrangères de l'Elsenauer les 30 et 31 août 2002, l'Italie et la Grande-Bretagne se sont décalées prêtes à signer un pareil accord.

La France a ratifié le traité après une révision de la Constitution (la possibilité de déférer le Président de la République devant une juridiction autre que la Haute Cour de Justice ayant été jugée contraire à la Constitution). Elle a toutefois demandé un moratoire de sept ans pour les crimes de guerre, qui pourra être éventuellement prolongé.

Sources :

Le rapport d'information de la Commission des Affaires étrangères du Sénat à propos de la CPI.

Disponible sur Internet : http://www.senat.fr/rap/r98-313/r98-313_mono.html

Le site Internet des Nations Unies : <http://www.un.org/french>